



**Rapport du  
Comité consultatif du secteur privé  
sur la réunion du 26 septembre 2012**

1. Le Comité consultatif du secteur privé (CCSP), présidé par M. Robert Nelson, de l'Association nationale du café des États-Unis, a tenu sa 35<sup>e</sup> réunion le 26 septembre 2012 à Londres. Le Président a souhaité la bienvenue aux délégués, et particulièrement à Rusteacoffee, représentant du secteur privé de la Fédération de Russie. Rusteacoffee a été désigné comme membre consommateur du Comité par le Conseil le 24 septembre 2012.

**Point 1 : Adoption de l'ordre du jour**

2. Le CCSP a adopté l'ordre du jour provisoire figurant dans le document PSCB-132/12 Rev. 2.

**Point 2 : Rapport sur la réunion du 7 mars 2012**

3. Le CCSP a approuvé le rapport sur la réunion du 7 mars 2012 figurant dans le document PSCB-131/12.

**Point 3 : Situation du marché du café**

4. Le Directeur exécutif a présenté l'analyse de la situation du marché du café qui figure dans le Rapport mensuel sur le marché du café d'août 2012. Il a indiqué que les prix du café ont chuté au cours de 12 des 15 derniers mois, la moyenne mensuelle du prix indicatif composé de l'OIC s'établissant à 148,50 cents EU la livre en août 2012, soit 30% de moins qu'en août 2011, mais à peu près au même niveau que la moyenne annuelle de 2010. Il a également passé en revue la dynamique entre les prix des quatre groupes depuis janvier 2009, soulignant leur interdépendance. Il a présenté des chiffres sur la production de

2011/12 et les exportations des dix premiers mois de l'année caféière. Enfin, en termes de consommation, il a noté que la croissance la plus dynamique des dix dernières années a été enregistrée principalement par les pays exportateurs et les pays émergents, avec une moyenne de 4,3% et 3,5% par an respectivement, par rapport à une hausse plus modeste de 1% sur les marchés traditionnels.

5. En réponse à une demande que l'OIC fournisse des informations sur les niveaux de consommation en Chine, le Directeur exécutif a confirmé que le Secrétariat avait inclus une proposition d'étude sur "Le café en Chine" dans le programme des activités pour 2012/13. Il a également informé les délégués que l'OIC mènerait une étude sur l'évolution de la part de marché du Robusta au fil du temps.

6. Le Comité a pris note de ces renseignements et du document WP-Council 229/12 dans lequel figurent les chiffres officiels de la production de café au Brésil pour 2011/12, ainsi que la troisième estimation de la production pour la campagne 2012/13.

**Point 4 :                    Programme d'amélioration de la qualité du café (PAQ)**

7. Le Chef des opérations a présenté le document PM-17/12 dans lequel figure un rapport de situation sur la mise en œuvre du PAQ. Dix-neuf Membres exportateurs de l'Accord de 2007 appliquent intégralement le PAQ et six autres Membres fournissent des données partielles, qui représentaient quelque 64% des exportations mondiales pour la période 2005-2011 et janvier à juin 2012.

8. Il a été noté que certaines normes de qualité remontent aux années 1960. Le Président s'est référé aux documents ED-2100/10 et ED-2124/12 Rev. 1 dans lesquels il invitait les Membres à envoyer des informations à jour sur les normes de qualité. Des réponses ont été reçues du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, de Cuba, de l'Équateur, de l'Union européenne, du Guatemala, d'Haïti et du Mexique, et il a rappelé aux Membres d'envoyer ces informations à l'OIC.

9. Le Chef des opérations a également présenté le document PM-16/12 dans lequel figure un rapport sur les classifications des Arabicas et des Robustas pour la même période. Le taux d'acceptation à New York a atteint un sommet en 2009 puis est tombé à 70% en 2011, taux le plus bas depuis la mise en œuvre du programme. A Londres, le taux d'acceptation était proche de 57%, soit 12,25 millions de sacs, et 448 500 sacs ont été classés "P", essentiellement en provenance de l'Inde et du Viet Nam. La plus grande quantité de rejets provenait du Viet Nam et de la Côte d'Ivoire.

10. Le Conseil a pris note de ces renseignements.

**Point 5 : Le café et la santé**

11. Le délégué de la FEC a déclaré qu'il y avait peu de choses à signaler en ce qui concerne le programme HCP-CEP mais qu'il se poursuivait dans plusieurs pays en dépit du fait que l'OIC et l'ISIC ne le financent plus. Le Président du Comité de promotion et de développement des marchés a présenté une nouvelle initiative visant à poursuivre le travail de la campagne *Positively Coffee* et à capitaliser sur les résultats déjà obtenus. Cette initiative sera abordée plus en détail au sein du Comité de promotion et de développement des marchés. Le Conseil a pris note de ces renseignements.

**Point 6 : Consommation de café**

12. Le représentant de la SCAA a fait une présentation sur le café de spécialité aux États-Unis, donnant un résumé d'une enquête menée auprès des consommateurs de café de spécialité à Portland et à Los Angeles. Il a noté que ce segment comprenait deux grands groupes de consommateurs : les grands consommateurs, qui sont bien informés, et les consommateurs qui favorisent le côté pratique. Les trois principaux moteurs de la consommation de café sont le désir de caféine, la consistance du produit et l'expérience/qualité. Favoriser un facteur de préférence aux autres, risque de faire perdre des consommateurs sur les autres points. Enfin, il a souligné la relation émotionnelle que les consommateurs entretiennent avec le café et l'intérêt d'utiliser un langage émotionnel pour les toucher plutôt qu'un langage technique. Le texte de cette présentation est disponible dans la section Exposés techniques du site web de l'OIC (<http://www.ico.org/presents/1112/pscb-september-scaa.pdf>).

13. Le représentant de la NCA a fait un exposé sur sa nouvelle campagne de promotion de la consommation. Contrairement aux campagnes précédentes qui étaient axées sur la santé, celle-ci aura une portée plus large. Elle ne vise pas à convertir les non consommateurs de café mais plutôt à convaincre les consommateurs actuels de consommer davantage. À cette fin, la NCA a testé quatre concepts/messages : "Le café m'aide à faire avancer les choses", "Déguster une tasse de café avec un ami", "Le café et la santé" et "Les amateurs de café sont cool". La principale constatation de ces tests a été que le café et la santé est le message moteur de l'augmentation de la consommation de café, suivi par l'aspect social ("Déguster une tasse de café avec un ami"). La raison possible est que ce message donne aux consommateurs le "feu vert" pour boire davantage de café. En termes de mise en œuvre de cette campagne, le représentant a souligné l'importance du calendrier, à savoir faire appel aux médias classiques avant les médias sociaux. Après la présentation,

une discussion s'est engagée sur les implications juridiques des messages sur la santé. Aux États-Unis, un détaillant de café ou un torréfacteur a besoin de l'approbation de la FDA pour inclure un message sur la santé. Cependant, la NCA ne vendant pas directement de café, elle n'a pas à se soumettre à cette exigence. Le texte de cette présentation est disponible dans la section Exposés techniques du site web de l'OIC (<http://www.ico.org/presents/1112/pscb-september-nca.pdf>).

14. Le représentant de la FNC a fait un exposé sur l'évolution et les perspectives des initiatives de développement durable du café. Il a indiqué que les producteurs de café colombiens adoptent de plus en plus de systèmes de certification, 20% des exploitants produisant maintenant du café certifié. En termes d'avantages perçus, les aspects relatifs à l'environnement et aux conditions sociales s'améliorent, mais ceux relatifs aux bénéfices économiques demeurent relativement faibles. Les perceptions relatives à la qualité de vie des ménages demeurent inchangées. En termes d'intensité, bien que toujours élevé, le nombre d'heures de formation par an diminue depuis 2009, ce qui suggère que le soutien organisationnel est en baisse. Le revenu net des producteurs de café certifié est plus élevé que celui du groupe témoin mais la satisfaction des exploitants commence à baisser. Si ces initiatives doivent être durables, un plus grand soutien organisationnel est nécessaire. Au cours des débats qui ont suivi cette présentation, il a été suggéré que lors des prochaines réunions du CCSP, les systèmes de certification et de durabilité soient inscrits en permanence à l'ordre du jour. Les débats ont souligné les coûts associés aux systèmes de certification, notamment le problème du chevauchement des multiples régimes de certification. Le texte de cette présentation est disponible dans la section Ateliers du site web de l'OIC ([http://www.ico.org/event\\_pdfs/seminar-certification/certification-crece-e.pdf](http://www.ico.org/event_pdfs/seminar-certification/certification-crece-e.pdf)).

15. Le Conseil a pris note de ces présentations et rapports.

**Point 7 : Aspects liés à la sécurité alimentaire**

16. Le représentant de la NCA a fait le point de l'évolution de la législation sur la sécurité alimentaire en Californie. En ce qui concerne la Proposition 65, deux affaires sont examinées concurremment – l'une concernant le café prêt à boire, l'autre le café torréfié et moulu à usage domestique. Le nombre de plaignants augmente, les deux affaires étant en cours et au stade de l'enquête. Il a rappelé aux membres du Comité qu'il s'agit d'un problème qui concerne les produits alimentaires et pas seulement le café. Une nouvelle législation potentielle (Proposition 37) concerne les organismes génétiquement modifiés (OGM). Bien que n'ayant pas d'incidence directe sur le café, elle régulerait l'utilisation de termes comme "biologique" et "naturel", ce qui pourrait avoir des implications pour le café dans le futur. L'industrie s'appuie actuellement sur la définition "naturelle" du café afin pour être exemptée de divers aspects de la législation.

17. Le délégué de la FEC a indiqué que l'insecticide Endosulfan a été inscrit à l'annexe A de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et que son utilisation dans la production est désormais interdite. Cette interdiction entrera en vigueur à compter du 27 octobre 2012.

18. Le représentant de l'AJCA a informé le Conseil qu'un ordre d'inspection obligatoire à l'encontre d'un pays africain avait été levé début 2012 et qu'elle essayait de lever une interdiction à l'encontre d'un pays asiatique.

19. Le Président a rappelé aux délégués que le Secrétariat de l'OIC consolidait un rapport sur les limites maximales de résidus (LMR) et publierait un document dans l'année.

20. Le Conseil a pris note de ces renseignements.

**Point 8 : Sacs de jute**

21. Le Directeur exécutif a diffusé le document ED-2140/12 dans lequel figure une lettre du Groupe d'étude international du jute (IJSJ), qui demandait des informations complémentaires sur l'utilisation des sacs de jute dans le commerce du café. Les Membres ont été invités à soumettre ces informations avant la fin novembre 2012. Le Président a souligné une préoccupation concernant l'utilisation de matériaux de qualité non alimentaire dans la production de sacs de jute aux États-Unis et en Europe. Le représentant de la FEC a indiqué que l'Autorité européenne de sécurité alimentaire avait récemment publié un avis sur les sacs de jute, qui ne concerne pas directement le café mais qui indique qu'elle est consciente du problème. La FEC conseille également aux négociants de vérifier auprès de leurs fournisseurs. Les membres ont été d'accord pour déclarer que l'OIC devrait saisir cette occasion pour insister auprès de l'IJSJ sur l'importance des sacs de qualité alimentaire et pour lui faire part du souci de l'industrie qu'il peut exister des acteurs qui produisent des sacs de jute à partir de matériaux de qualité non alimentaire. Le Conseil a pris note de ces renseignements.

**Point 9 : Forum consultatif sur le financement dans le secteur du café**

22. Le Président a noté le succès des travaux de la réunion du Groupe restreint du Forum consultatif le 25 septembre 2012. Il a déclaré que quatre conseillers du Groupe avaient été nommés par le Conseil : M. Marc Sadler (Banque mondiale) ; Mme Noemí Pérez (Alliance financière pour le commerce durable (FAST)) ; M. Silas Brasileiro (Conseil national du café du Brésil) ; et M. Nicolas Tamari (Sucafina SA). Le prochain Forum consultatif se tiendra au Brésil en septembre 2013, où un modèle de résolution des problèmes par le champ de force sera envisagé dans le cadre de l'énoncé du problème.

**Point 10 : Questions liées à la gestion des associations**

23. Le délégué de la FEC a fait un exposé sur les principaux défis des associations en prenant le cas de la structure institutionnelle de la FEC. La FEC n'emploie que deux membres permanents du personnel : un secrétaire général et un assistant personnel ; elle a donc besoin de la forte participation de ses membres (associations nationales du café et entreprises membres). En termes de défis, il a insisté sur trois obstacles majeurs. Le premier est la complexité du processus décisionnel de l'Union européenne, qui est long et s'accompagne de lourdes interactions entre la Commission, le Conseil et le Parlement européen. La réponse de la FEC a été de créer une "liste de surveillance" des sujets d'actualité et de leur statut actuel dans le processus de l'Union européenne, afin de s'assurer que l'ensemble du secteur est au courant de la position de la FEC à tout moment. Un autre défi est celui de l'antagonisme du lobbying dans la mesure où les associations nationales du café et les entreprises individuelles font du lobbying à Bruxelles, mais pas nécessairement sur la même position que la FEC. Enfin, le défi de la communication interne et externe, car beaucoup de ces sujets sont relativement complexes. La FEC a donc créé des "dossiers" qui contiennent des résumés sur des sujets divers ainsi que des informations plus détaillées à destinations des experts. Le texte de cette présentation est disponible dans la section Exposés techniques du site web de l'OIC (<http://www.ico.org/presents/1112/pscb-september-ecf.pdf>).

24. Le Conseil a pris note de cette présentation et a décidé que ce sujet mériterait d'être abordé de nouveau lors de réunions futures.

**Point 11 : Interaction entre le CCSP et le Conseil**

25. Le Secrétaire a fait un résumé de l'interaction actuelle entre le CCSP et le Conseil et des suggestions des membres du CCSP pour accroître cette interaction. L'interaction actuelle entre le CCSP et le Conseil se manifeste comme suit : le Président est invité à assister à des réunions d'information avec le Président du Conseil, fait rapport sur les réunions du CCSP, fait des recommandations au Conseil sur les questions abordées au sein du CCSP et aide le Groupe restreint du Forum consultatif ; les membres du CCSP sont souvent inclus en tant que conseillers dans les délégations gouvernementales auprès de l'OIC ; tous les membres du CCSP peuvent assister aux sessions du Conseil et aux réunions des comités en qualité d'observateurs ; les questions clés comme le Forum consultatif, l'Accord sur le Café, les documents stratégiques et la Conférence mondiale du Café figurent

à l'ordre du jour du CCSP pour qu'il apporte sa contribution, et tous les documents et rapports de l'OIC sont librement accessibles sur le site par les représentants intéressés du secteur privé.

26. Les membres du CCSP ont fait un certain nombre de propositions visant à renforcer cette relation : inviter le Président du Conseil à participer aux réunions du CCSP ; tenir des consultations intersessions entre le CCSP et le Directeur exécutif ou avec des membres clés ; inclure les représentants du CCSP comme conseillers auprès des membres des comités ; les recommandations du CCSP pourraient se faire sur une base officielle, par exemple dans des documents, pour proposer des mesures concrètes au Conseil ; établir un groupe de travail du CCSP sur la façon de générer des ressources pour les activités de l'OIC comme le Forum et les projets, ou comment améliorer l'image de l'OIC ; renforcer les liens du CCSP avec les associations de producteurs et les gouvernements des pays Membres ; et formuler des recommandations concrètes sur des sujets comme la volatilité des prix, la durabilité et la sécurité alimentaire.

27. Le Conseil a pris note de ces renseignements.

**Point 12 : Représentants du CCSP et bureau**

28. Le Président a invité le CCSP à élire un président et un vice-président pour 2012/13. Conformément à la pratique établie, M. Ricardo Villanueva (Anacafé), actuel vice-président, a été élu président. M. Ric Rhinehart (SCAA) a été élu vice-président.

**Point 13 : Questions diverses**

29. Aucune question n'a été soulevée sous ce point.

**Point 14 : Prochaine réunion**

30. Le CCSP a noté que sa prochaine réunion aurait lieu pendant la session du Conseil, du 4 au 8 mars 2013.

### Liste des acronymes employés dans le présent rapport

AJCA	Association japonaise du café
Anacafé	Association nationale du café du Guatemala
CCSP	Comité consultatif du secteur privé
FAST	Alliance financière pour le commerce durable
FDA	Food and Drug Administration
FEC	Fédération européenne du café
FNC	Fédération nationale des caféiculteurs de Colombie
HCP-CEP	Les professionnels de la santé –Programme d'éducation au café
ICA	Accord international sur le Café
IJSG	Groupe d'étude international du jute
LMR	Limite maximale de résidus
NCA	Association nationale du café des États-Unis
OGM	Organisme génétiquement modifié
OIC	Organisation internationale du Café
PAQ	Programme d'amélioration de la qualité du café
SCAA	Association américaine des cafés de spécialité